

Accord professionnel
ZONE D'ANIMATION CULTURELLE ET TOURISTIQUE
(Marseille)

AVENANT DU 24 JUILLET 2017
À L'ACCORD DU 2 NOVEMBRE 2011 RELATIF À L'OUVERTURE DU DIMANCHE
ET À LA DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL

NOR : ASET1750839M

Entre

UPE 13

MEDEF 13

U2P

CPME 13

D'une part, et

CFDT

CGT-FO

CFTC

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Étant précisé :

- que la déclaration d'intention commune des partenaires institutionnels (ville de Marseille, métropole Aix-Marseille-Provence, CCIMP et chambre des métiers et de l'artisanat) était une condition préalable à la signature du présent avenant ;
- que la réalisation des actions inscrites dans la déclaration d'intention commune signée le 20 juillet 2017 par les partenaires institutionnels (ville de Marseille, Métropole Aix Marseille Provence, CCIMP et chambre des métiers et de l'artisanat) est une condition nécessaire à l'animation du centre-ville de Marseille le dimanche ;
- que l'engagement des associations de commerçants acté dans la lettre d'engagement des associations de commerçants en date du 20 juillet 2017 contribue fortement à la dynamique de la zone touristique de Marseille le dimanche ;
- que la pérennisation de la zone touristique de Marseille ne peut donc être envisageable que si ces actions sont effectivement mises en œuvre.

PRÉAMBULE

La modification de l'accord du 2 novembre 2011, (modifié par l'avenant du 7 janvier 2013) n'étant pas de la volonté des partenaires sociaux, mais imposée par la nécessaire mise en conformité avec la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite « Loi Macron », ne porte que sur les 6 points suivants :

- la zone d'animation culturelle et touristique de Marseille instaurée par la loi n° 2009-974 du 10 août 2009 constitue la zone touristique de Marseille – article 1^{er} du présent avenant ;
- le volontariat pour travailler le dimanche affirmé dans le présent préambule ;
- la prise en compte de l'évolution de la situation personnelle des salariés privés de repos dominical – article 8 du présent avenant ;
- les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficultés ou de personnes atteintes de handicap(s) – article 3 du présent avenant ;
- les mesures destinées à faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle – article 8 du présent avenant ;
- les contreparties pour compenser les charges induites par la garde des enfants – article 9 du présent avenant.

L'accord du 2 novembre 2011, modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 répond aux autres points prévus par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015.

Le présent avenant a pour objet exclusif de mettre en conformité les dispositions de l'accord du 2 novembre 2011, modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 avec la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 de façon à permettre la poursuite de l'application dudit accord.

En effet, l'article 257 – I de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dispose :

- que les communes d'intérêt touristique ou thermales et les zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente constituent de plein droit des zones touristiques au sens de l'article L. 3132-25 du code du travail ;
- que les garanties prévues aux articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4 du même code s'appliquent aux salariés employés dans les établissements situés dans ces communes ou zones à compter du 1^{er} août 2017.

Le présent avenant instaure par conséquent au bénéfice des salariés de la zone touristique de Marseille les nouvelles garanties instituées par l'article 257 – I de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 (art. L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4 susvisés).

Les parties signataires confirment par ailleurs les principes fondateurs de l'accord du 2 novembre 2011 tels qu'ils sont exprimés dans son préambule et entendent que l'esprit qui a présidé à la signature et à l'application de cet accord soit préservé.

Les parties signataires tiennent à mettre en exergue les points suivants :

- les parties signataires précisent, conformément aux dispositions légales en vigueur que seuls les salariés volontaires peuvent travailler le dimanche. Une entreprise ne peut prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher. Le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. Le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement ;
- les parties signataires instaurent une commission de suivi qui veille et garantit la bonne application du présent accord.

Les parties signataires rappellent enfin que conformément aux dispositions légales en vigueur (pour mémoire : art. L. 3132-1 du code du travail), il est interdit de faire travailler un même salarié plus de 6 jours par semaine.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans toutes les dispositions de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 où il en est fait mention, l'expression « zone d'animation culturelle et touristique de Marseille » est remplacée par « zone touristique de Marseille ».

Article 2

L'article 1^{er} de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 est rédigé comme suit :

« Article 1^{er}

Le présent accord concerne et s'applique au périmètre de la zone touristique de Marseille telle qu'initialement déclarée zone d'animation culturelle et touristique de la ville de Marseille conformément aux dispositions de la loi n° 2009-974 du 10 août 2009 et transformée de plein droit en zone touristique par l'article 257 – I la loi n° 2015-990 du 6 août 2015. Sa délimitation est établie par l'arrêté préfectoral du 10 juin 1998 et par la délibération du conseil municipal de Marseille du 27 janvier 1997. »

Article 3

L'article 8 de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans cette optique, les entreprises de la zone sont incitées à diffuser le plus largement possible leurs offres d'emploi auprès des organismes d'insertion et de placement tels que Pôle emploi, les Missions locales, Plie, Cap Heda, Sameth, etc.

Des actions de sensibilisation et d'information pourront également être organisées auprès des entreprises de la zone touristique de Marseille par les organismes ci-dessus visés, et tous autres organismes, susceptibles de favoriser et contribuer à l'emploi et l'insertion professionnelle et sociale des publics en difficulté et des personnes handicapées ».

Article 4

L'article 11 de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 est modifié comme suit :

« Article 11

La contrepartie en majoration de salaires prévue à l'article 10 du présent accord est fixée à 30 % du Smic horaire en vigueur pour chaque heure travaillée les dimanches précisés ci-dessous :

- les dimanches définis dans le cadre d'un calendrier prévisionnel annuel arrêté par les partenaires institutionnels à savoir : ville de Marseille, métropole Aix Marseille Provence, chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence et chambre des métiers et de l'artisanat avec les associations de commerçants implantés dans la zone touristique de Marseille. »

Article 5

L'article 12 de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 est modifié comme suit :

« Article 12

La contrepartie en majoration de salaires prévue à l'article 10 du présent accord est fixée à 15 % du Smic horaire en vigueur pour chaque heure travaillée les dimanches non visés expressément par l'article 10 du présent accord. »

Article 6

Le 1^{er} alinéa de l'article 13 de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 est modifié comme suit :

« La contrepartie en repos compensateur prévue à l'article 10 du présent accord est fixée sous la forme d'un repos compensateur équivalant aux heures de travail effectuées le dimanche. »

Article 7

L'article 14 de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 est supprimé.

Article 8

Après l'article 15 de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013, il est inséré un article 15 *bis* rédigé comme suit :

« Article 15 *bis*

Afin de prendre en compte l'évolution de la situation personnelle des salariés privés de repos dominical, les parties conviennent que, dans le cadre de l'entretien professionnel, tel que prévu par les dispositions légales, un temps d'échange soit réservé en vue d'aborder les conséquences du travail dominical et les éventuelles difficultés qu'ils pourraient éprouver pour concilier leur vie professionnelle, avec leur vie personnelle et familiale. »

Article 9

Après l'article 15 *bis* de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013, il est inséré un article 15 *ter* rédigé comme suit :

« Article 15 *ter*

Consciente du coût des frais de garde induits par le travail dominical, les entreprises et établissement de la zone touristique de Marseille participent au financement des frais de garde du ou des enfants de moins de moins de 10 ans (moins de 16 ans dans le cas d'un enfant atteint de handicap[s]) dans les conditions suivantes :

- prise en charge de 50 % des frais de garde engagés par le (la) salarié(e) et limités à la moitié des dimanches effectivement travaillés sur l'année civile ;
- l'année civile s'entendant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

La prise en charge s'effectue sur la base du taux horaire brut du Smic en vigueur majoré de 15 %.

Le montant de la participation aux frais de garde tels que susvisés est indépendant du nombre d'enfants concernés et s'apprécie par foyer.

Seules les dépenses directement liées aux frais de garde du ou des enfants sont prises en compte (sont exclus notamment les dépenses annexes telles que les frais de nourriture, les frais d'activités sportives, culturelles...).

Cette participation de l'entreprise sera accordée au salarié sur justification de sa part des frais engagés par lui, à savoir :

- en cas de recours à une garde d'enfant(s) : présentation de la déclaration de salaire établie auprès du CESU, ou l'attestation récapitulative des salaires versés délivrés par le CESU, ou organisme équivalent ;
- en cas de recours à un organisme dûment déclaré et habilité à la garde d'enfants conformément à la réglementation en vigueur : la facture dudit organisme établie dimanche par dimanche.

La prise en charge sera établie mensuellement.

Les partenaires sociaux s'engagent à promouvoir sur la zone touristique de Marseille un mode de garde collectif, ouvert le dimanche et correspondant aux besoins des salariés employés sur ladite zone. »

Article 10

L'article 17 de l'accord du 2 novembre 2011 modifié par l'avenant du 7 janvier 2013 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 17

En vue de la mise en œuvre du présent accord, il est constitué une commission de suivi composée de l'ensemble des parties signataires. Elle se réunira au moins deux fois par an.

Elle a compétence pour examiner notamment :

- les pratiques des entreprises de la zone ;
- les résultats de l'application du présent accord sur le plan social et économique ;
- les éventuelles difficultés d'interprétation et d'application du présent accord ;
- l'évolution des contreparties en fonction de l'évolution économique de la zone touristique de Marseille ;
- la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne accessibilité par les transports publics du périmètre de la zone touristique de Marseille, à la sécurité des personnes et des biens, et à l'animation dudit périmètre, en liaison avec les collectivités publiques concernées et les services compétents de l'État.

La commission pourra être également réunie en cas d'urgence à la demande d'une des parties signataires dans un délai maximum de 1 mois. La demande devra être adressée par écrit auprès du secrétariat de la commission de suivi. »

Article 11

Tous les articles et alinéas de l'accord du 2 novembre 2011 non visés et modifiés expressément par le présent avenant restent en vigueur.

Article 12

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée prenant effet à sa date de signature et prenant fin le 31 janvier 2018. Il sera renouvelable par tacite reconduction jusqu'au 1^{er} juin 2019, sauf dénonciation par courrier recommandé avec accusé de réception dans les 15 jours précédant le terme du présent avenant. Un rendez-vous d'étape des parties signataires sera organisé au plus tard le 15 janvier 2018. Ce rendez-vous aura pour objet de faire un point sur l'état d'avancée de la dynamique engagée par les signataires respectifs de la déclaration commune d'intention et de la lettre d'engagement des associations de commerçants. À l'issue de ce rendez-vous, les parties signataires du présent avenant se détermineront sur les suites à donner.

Fait à Marseille, le 24 juillet 2017.

(Suivent les signatures.)